

Introduction de Pascal Lefèbvre AG du Labeur du 23 octobre 2018

Au fil des jours et des semaines, l'actualité ne manque pas de sujets, sélectionnés, commentés, relayés par les différents médias. En trame de fond, une ligne ultralibérale au service du capital alignant réformes et remise en cause de droits.

Vous l'avez en tête, le cap était donné dès juin 2017 par le gouvernement engageant 6 grandes réformes en 3 temps, successifs pour « rénover notre modèle social » et en y ajoutant suppressions de postes dans la fonction publique dans le cadre de CAP 2022, et notamment dans l'éducation nationale, à Pôle emploi et dans le sport,... Également, privatisations, fermetures d'entreprises, etc.

Puis, ne leur suffisant pas, le 5 septembre dernier, le premier ministre nous informe, après les médias –conception MACRON du dialogue social oblige- qu'ils poursuivent la rénovation de notre modèle social avec 7 chantiers dont 3 vont conduire à des transformations structurantes : assurance chômage, conditions de travail et santé au travail, prise en charge des arrêts de travail, retraite, pauvreté avec les annonces MACRON sur le plan pauvreté précarité, notre système de santé et prise en charge des personnes âgées et de la perte d'autonomie.

Quel alléchant menu ! Avec des recettes bien huilées ! Il n'y a que le MEDEF pour s'en régaler.

Une rénovation de notre modèle social, inacceptable, sur le fond !

Avec une même logique : individualisation, financiarisation, divisions et culpabilisation. Tout cela pour la sacro-sainte réduction du déficit si cher à Bruxelles.

Si je reprends l'exemple de l'assurance chômage, l'objectif c'est faire des économies sur le dos des chômeurs en désendettant de 4 milliards environ.

Mais c'est aussi la culpabilisation des malades qui prendraient des jours de congés supplémentaires, la visée étant la baisse de l'indemnisation des arrêts de travail.

Heureusement dans la profession sur ce dernier point, nous avons Lourmel. Je plaisante mais à peine !

Nous profiterons de la présence du Président et du directeur général de Lourmel pour nous faire un point sur notre caisse professionnelle.

Aujourd'hui, c'est la journée de lutte contre la pauvreté et pour son éradication en France et dans le monde.

La crise de 2008 et son cortège de politique de rigueur et d'austérité qui a suivi, a eu un impact redoutable sur la croissance du nombre de personnes touchés par la pauvreté plus de 820 000 pauvres entre 2006 et 2016.

Nous atteignons le chiffre record de 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté.

Notre modèle social que s'échine à détruire Macron, a permis d'amortir bien plus que dans les autres pays européens et notamment l'Allemagne et l'Angleterre, l'effet de la crise de 2008 (source de l'OCDE et du FMI).

En réduisant les APL, en taxant les pensions de retraite, en supprimant les services publics, la prochaine crise mondiale déjà en germe en Asie aura des effets encore plus dévastateurs sur les populations et l'augmentation de la pauvreté.

Rien n'est joué et tout est devant nous et dépend de nous !

Je relèverais 3 axes principaux dans la période, sur lesquels nous, pourrions enclencher la vitesse supérieure en terme revendicatif dans le secteur.

1^{er} axe : Salaires, pouvoir d'achat et pensions, égalité salariale Femmes/Hommes, salaire différé, lien direct avec la protection sociale, et la retraite, notamment.

Préoccupation première remontant de nos syndicats, nos syndiqués et des salariés, des jeunes et des retraités.

Il paraît que 2019 sera l'année du pouvoir d'achat sauce MACRON ...
Beau slogan ! mais pour qui ?

Pas pour tout le monde car il exclut les retraités et les fonctionnaires, et est un leurre pour les salariés du privé.

Réduction des cotisations sociales, exonération des heures supplémentaires, ... ou la fin programmée du salaire socialisé avec le projet de budget 2019, où on donne d'une main ce que l'on reprend de l'autre avec un savant tour de passe-passe et une fine communication. Un budget au service, une fois de plus, des plus aisés et continuant d'accroître les inégalités.

Peu de personnes disent que ces choix réduiront les moyens de la sécurité sociale et que ce que vous gagnerez là, vous le donnerez même démultiplié pour votre santé, par exemple.

Ou que vous serez moins, ou moins longtemps indemnisé au chômage ou qu'on vous fera la chasse pour vous radier.

Et encore, suppression de la taxe d'habitation et réduction des moyens des collectivités locales impactant de fait le service public.

Ce sera moins de moyens dans votre commune, ou département, pour les services scolaires, le sport, la culture Ou plus chers !

Autant dire qu'il y a un enjeu énorme à expliquer, réexpliquer, aller au débat avec les salariés.

Alors, oui pour 2019, année du pouvoir d'achat mais avec une réelle augmentation des salaires, traitements et pensions, et l'égalité salariale Femmes/Hommes !

Engageons une campagne dans les Industries Graphiques à partir d'un plan de travail appuyé sur nos propositions revendicatives.

2^{ème} Axe : Les moyens de notre syndicalisme avec la mise en place des CSE

Qu'on le veuille ou non, c'est actuellement une forte préoccupation, voire la principale préoccupation de nos militants.

Il faut aider toutes nos bases à être à l'offensive sur cette problématique.

Elle impacte directement les moyens mis à disposition du syndicat.

Notre Fédération a développé des modules de formations permettant à chacun de préparer les négociations sur le PAP et le CSE.

Nicolas secrétaire fédéral à l'organisation et à la vie syndicale fera un point cet après-midi sur les formations proposées. D'ores et déjà, nos camarades d'Autajon Montélimar peuvent témoigner de l'intérêt de la formation.

3^{ème} Axe : les migrants et la gangrène des idées d'extrême droite

Tout d'abord, un nouveau coup de gueule, ce n'est plus supportable de voir ces jeux de Ping-pong européen avec les bateaux de migrants.

Après avoir déjà refusé en juin d'accueillir l'AQUARIUS, une nouvelle fois, le gouvernement français a refusé son accostage à Marseille avec 58 passagers à bord. Renvoyé à Malte et sans papiers, après la suppression de son pavillon panaméen sous pression de l'Italie, voici l'AQUARIUS voué à errer sur le plus grand cimetière à ciel ouvert du monde, la méditerranée ! Et dans le même temps MACRON était décoré par l'ONU du titre de « Champion de la Terre » ! Quel cynisme !

Les propos de Marine LEPEN à Fréjus, expliquant que le gouvernement prend aux français pour donner aux migrants ne semble plus choquer grand monde, ils sont relayés par les médias sans plus de commentaires que de plus banals sujets.

Un discours des plus scandaleux lorsqu'elle indique que, je cite, « Jamais nous n'avons vu un peuple qui organise sciemment l'invasion de son territoire ».

Mais quelle invasion ?

Déjà, il faut noter que le nombre de migrants a diminué de près de la moitié en 2 ans, et ne représente même pas 1% de la population européenne.

Puis, plus que jamais, rappeler l'histoire. Les mouvements migratoires ont toujours existé, ils ont toujours été facteur de création de richesses, notamment culturelles et économiques.

La liberté d'aller et venir est un droit universel.

Il faut rétablir des vérités. Ce n'est pas le fait migratoire qui crée le dumping social mais l'absence de droits sociaux.

Le discours de l'extrême droite constitue une opportunité pour le capitalisme et le patronat, leur permettant de casser encore plus les droits sociaux.

Permettez- moi de citer Primo LEVY, déporté à Auschwitz : « Dans la haine nazie, il n'y a rien de rationnel. Si la comprendre est impossible, la connaître est nécessaire, parce que ce qui est arrivé peut recommencer, les consciences peuvent à nouveau être déviées et obscurcies, les nôtres aussi ».

Cette alerte résonne dans la récente actualité : Fin août des centaines de militants d'extrême droite défilaient à Chemnitz (Saxe – ex RDA) en pourchassant les étrangers. Salut hitlériens, slogans nazis ont résonnés dans cette ville.

D'autres groupuscules nazis en Allemagne mais aussi dans d'autres pays émergent, en prenant notamment les migrants comme axe de leur action.

On peut encore citer, l'Italie avec Matéo SALVINI et son programme xénophobe, Viktor ORBAN s'opposant à l'immigration en Hongrie, l'Allemagne encore, où le parti d'extrême droite réalise des scores jamais atteints précédemment, la Pologne avec un parti populiste qui mène une politique anti sociale et s'attaque aux droits des femmes, le parti populiste en Norvège dans le gouvernement et les élections en Suède où l'extrême droite atteint les 18%.

Le combat contre l'extrême-droite ne doit souffrir d'aucun répit.

Passons maintenant à l'actualité de notre secteur d'activité.

Les Industries graphiques continuent de connaître une décroissance globale mais si certains segments de la profession tirent leur chapeau du lot, comme l'impression étiquette, le packaging, ou encore la publicité personnalisée.

La destruction d'emplois et d'entreprises est encore importante. Nous

avoisinons les 40 000 salariés présents hors secteur de l'emballage.

Le tonnage de volume imprimé est passé de 3 millions en 2006 à 2 millions en 2016. Dans le même temps, la balance commerciale de l'imprimé continue d'être fortement déficitaire et le numérique gagne toujours du terrain dans certains secteurs.

Cette situation des plus sinistres industriellement n'empêche pas certains patrons de structures de faire partie des 500 plus grandes fortunes françaises et de s'enrichir sans problème (voir Autajon).

Une nouvelle concurrence arrive et qui vient déstabiliser notre secteur, c'est celle des géants du numérique.

Tenez-vous bien, ils se mettent à l'impression et investissent Amazon est à leur tête. Le fort développement de l'impression à la demande via les nouvelles presses numériques fait apparaître des appétits chez certains.

Ainsi Éditis, un des géants du secteur de l'édition du Livre investit fortement à Malesherbes dans des robots d'impression numériques. Plus de 15 000 ouvrages différents par jour peuvent y être imprimés pour des tirages de 3000 exemplaires par titre.

La puissance de frappe de ces géants de l'édition et du numérique va une fois de plus accentuer la déstabiliser et fragiliser l'impression du Livre dans notre pays.

Le projet gouvernemental de destruction de la Bichet qui régit la distribution de la Presse en France va avoir un impact dévastateur sur l'impression des titres si nous n'arrivons pas à nous y opposer.

La corrélation est évidente avec le désengagement récent de Mondadori en France par la vente de ses titres à Reworld Média.

Le passage prévu de 4500 titres en kiosque à moins de 1000 prévus dans le schéma de la censure gouvernementale autour de ce qu'ils appellent les IPG, les titres soi-disant d'Information de Politique Générale.

Les conséquences sur nos métiers risquent d'être catastrophiques entraînant une fois de plus fermeture d'entreprises et réduction

d'emplois.

Le segment de notre industrie qui a le vent en poupe est celui du packaging. L'explosion de la vente à distance par Amazon, Cdiscount et compagnie accroît la production d'imprimés. A cheval entre la convention collective du cartonnage et celle des industries graphique, nombre d'entreprises ont d'ailleurs les deux.

Pour finir, parlons de notre convention collective et de son devenir. Éric, Mario et Patrick nous feront un débrief des dernières négociations dans la branche.

Notre convention n'est pas impactée encore par l'obligation de fusion pour des raisons d'effectifs. Pour rappel toutes les conventions de moins de 5000 salariés ont obligation de fusionner à défaut le gouvernement imposera avant 2020 les regroupements.

Pour autant, les tentatives de révision de notre convention à la sauce patronale ne manquent pas. Le fait que notre représentativité soit passée en dessous de 50% leur permet de jouer avec les autres organisations syndicales.

La meilleure façon de défendre nos acquis conventionnels est de reprendre l'offensive revendicative. J'en ai parlé en introduction et nos revendications ne manquent pas.

Le problème que nous rencontrons, relève de notre capacité à nous organiser entre nous. L'animation du secteur repose sur 3 à 4 camarades, cela est insuffisant tant sur la forme que sur le fond.

Les moyens existent qui peuvent nous permettre à partir d'une activité en région de développer notre syndicalisme.

Tout au long de la journée nous ferons le point avec vous pour mettre en place des collectifs fédéraux en territoire.

Nous proposerons aussi le renforcement des délégations de branche par des camarades issus de l'étiquette, du packaging et de l'impression magazine en province. Maintenant j'ai trop parlé à vous de la parole.